

ministre de reproches au sujet d'une situation à laquelle, je le concède, il ne peut remédier de façon concrète en ce moment, je l'accuse ainsi que ses collègues, de suffisance s'ils ne s'occupent pas déjà de tracer des plans pour que ceux qui auraient à souffrir de la cessation des hostilités au Vietnam trouvent rapidement d'autres emplois.

Le ministre n'ignore pas, j'en suis certain, que lorsque l'ancien président Dwight Eisenhower a fait ses adieux à la nation à la fin de 1960 ou au début de 1961, je crois, il en a profité—fait étonnant pour un vieux militaire de carrière—pour prévenir ses concitoyens du danger qui menaçait l'essence même de la démocratie aux États-Unis. Il faisait allusion au danger créé par ce qu'il a appelé l'immense et grandissant empire militaire-industriel aux États-Unis. Cet empire devenait si puissant que non seulement des membres des gouvernements des États, mais encore des membres du Congrès, qui représentaient des régions du pays dépendant fortement de la production de munitions et d'armements pour la défense, se trouvaient à tel point influencés qu'ils pouvaient difficilement ne pas appuyer une production sans cesse accrue d'armements et d'équipement de défense.

Monsieur le président, évidemment, il n'est pas de bon goût de parler en cette enceinte des hommes publics des autres pays, encore moins si l'on se sent obligé de les critiquer. Je ne citerai donc pas de noms. Toutefois, les députés admettront, je pense, que parmi les représentants élus aux États-Unis, bon nombre respectent une politique de défense et une politique étrangère qu'on pourrait décrire comme étant celles des «éperviers». On doit aussi remarquer que ces mêmes gens, dans la plupart des cas, représentent des régions des États-Unis qui dépendent beaucoup de la production d'armements et de munitions.

Lors de la conférence de l'OTAN à Bruxelles, l'automne dernier, j'ai eu l'occasion de faire la connaissance d'un membre distingué du Congrès des États-Unis, aux longs cheveux blancs. Son attitude était tellement radicale sur la plupart des questions essentielles à l'étude que même ses collègues étaient quelque peu déconcertés. Ce n'était pas pure coïncidence, car il représentait une région d'un État qui se serait probablement effondré dans l'océan Atlantique si l'on avait ajouté une autre industrie de production de défense à celles qui y existaient déjà.

• (4.10 p.m.)

Notre industrie de production de défense est beaucoup moins importante, mais il nous faut organiser notre économie de telle sorte qu'aucune région du pays n'ait jamais à recourir à ce genre de production pour assurer un gagne-pain à ses habitants. L'Ouest du Canada, avec ses ressources naturelles relativement abondantes et son sol fertile, n'a guère besoin d'industries qui dépendent principalement de la production d'armements, mais il n'en va pas de même, je le crains, pour d'autres régions moins favorisées.

Il ne se trouvera, je l'espère, aucun ministre de la Couronne pour se réjouir—comme l'ont fait certains ministres ces 12 derniers mois—de l'accroissement des armes exportées aux États-Unis à cause de la guerre du Vietnam. Nous vendons des armes à nos voisins américains en vertu d'un accord auquel nous nous sentons tenus d'adhérer. Espérons, dans l'intérêt de tous, que la guerre se terminera bientôt. Sinon, nous devrions, me semble-t-il, songer à mettre fin à nos exportations, aux États-Unis, de matériel utilisé directement au Vietnam.

Ces deux dernières années, je n'ai pas critiqué les agissements des États-Unis au Vietnam, parce que je ne comprenais pas bien leur rôle. Je me demandais comment la détermination des États-Unis à résister au communisme pouvait se concilier avec le massacre de victimes innocentes. En dépit de ses motifs, que je ne mets nullement en question, la guerre du Vietnam a dégénéré en génocide. On ne l'a pas voulu, mais bien souvent les bonnes intentions ont des résultats inattendus. Lorsque les États-Unis ont envoyé des conseillers militaires au Vietnam, il y a quelques années, ils voulaient uniquement, j'en suis sûr, aider les Sud-Vietnamiens à se défendre contre une agression. La guerre s'est intensifiée peu à peu, au point qu'elle a dégénéré en génocide. Les Canadiens disent aux Américains de cesser les bombardements, de faire ceci ou cela, mais nous continuons à fournir du matériel de guerre aux États-Unis—et ceci se rapporte au sujet de ce débat. Nous sommes donc mal placés pour blâmer les États-Unis. En fait, je ne crois pas que nous ayons le droit de les critiquer. Je donne raison au sénateur américain, qui a dit publiquement hier, au cours d'une discussion à propos de la guerre au Vietnam, que le Canada ne peut critiquer, car il profite directement des ventes de matériel de guerre.

Les députés de Swift-Current-Maple-Creek et de Rosthern ont parlé hier de la vente par la Couronne de la fonderie de magnésium d'Haley, en Ontario. Je n'ai pas le temps de